

• « Mettre fin
à l'illusion du
tout-gratuit », par
Laurent Wauquiez

Mettre fin à l'illusion du tout-gratuit



LAURENT
WAUQUIEZ

Pour le chef de file
de la Droite sociale,
le bénéficiaire d'aides
et de prestations sociales
devrait être tenu
à une contrepartie en
faveur de la collectivité.

Notre modèle social est aujourd'hui à l'agonie. Ce n'est pas par petites retouches de surface qu'il sera remis sur pied : c'est sa conception fondamentale qui est à redéfinir. Cette dernière est minée depuis quelques années par le développement d'une illusion mortifère : le « tout-gratuit », à savoir le développement ubuesque de l'accès automatique, pour certaines personnes, à des aides et services financés par la collectivité, sans contrepartie adéquate. Les dernières mesures annoncées par le gouvernement : la généralisation du tiers payant, la mise en place d'un contrat jeunes qui s'apparente très fortement à un « RSA jeunes », la garantie universelle des loyers ou encore l'ouverture de salles de shoot montrent malheureusement à quel point ceux qui nous gouvernent sont plus que jamais imprégnés de cette logique délétère.

Symptôme de cette illusion du tout-gratuit, notre système social s'est transformé en un maquis d'aides et de prestations des plus diverses et des plus complexes dans leur mode de calcul et leurs conditions d'attribution, de la prime de Noël à l'allocation de rentrée scolaire, qui, en introduisant un clivage entre ceux qui les reçoivent et ceux qui les paient, nourrit un sentiment d'irresponsabilité chez les premiers, et d'injustice chez les seconds tout en ne faisant rien pour combattre les dérives de l'assistanat qui menacent

les premiers.

En désresponsabilisant ceux qui en bénéficient, et en supprimant l'idée de contribution à l'effort social, le tout-gratuit en casse les fondements moraux. Ce qui est gratuit n'a plus de valeur : le tout-gratuit fait perdre leur prix aux aides accordées par l'État, alors que leur coût, lui, reste bien réel : près de 6 milliards d'euros pour la CMU, 8 pour le RSA. Instaurer l'acquittement d'un ticket forfaitaire ou d'une contrepartie, même minime, pour l'accès aux aides et prestations sociales symboliserait la reconnaissance par la société de l'inscription de tous les citoyens dans l'effort collectif. Le tout-gratuit entraîne inévitablement une inflation non maîtrisée des dépenses sociales qui accroissent le poids de la dette, et c'est la pérennité même de notre modèle qui est mise en cause aujourd'hui. Il s'inscrit dans une vision déréalisée et nostalgique de l'argent public qui transparaît dans l'attitude irresponsable du gouvernement face au poids de la dette et à l'équilibre du budget. Il repose en réalité sur un tour de passe-passe, un report de la charge sur d'autres membres du corps social, toujours les mêmes : les classes moyennes, qui sont les plus directement frappées par le coût de ce système et subissent aujourd'hui un matraquage fiscal sans précédent.

Sans oublier les effets pervers qu'il induit. N'en déplaise à certains, il crée inévitablement un effet incitatif à l'immigration : nous disposons

du système le plus généreux d'Europe en matière de soins pour les étrangers en situation irrégulière via l'AME et nous faisons miroiter aux candidats à l'immigration un système social très avantageux. Il crée en outre un aléa moral, à l'image du dispositif imaginé par Cécile Duflot dans son projet de loi sur le logement, qui désresponsabilise les locataires. Cela ne serait pas dramatique si cela ne risquait de mener, à terme, à la rupture du contrat de solidarité qui fonde notre modèle.

Mettre fin au tout-gratuit ne signifie en aucun cas faire moins de social. Il s'agit au contraire de le refonder sur des bases saines en réaffirmant qu'il ne peut exister de droits sans devoirs. La réalité, c'est que le système finit aujourd'hui par décourager celui qui travaille sans aider celui qui cherche un travail. Pour rompre avec cette logique, nous devons comprendre que faire du social ne se résume pas à délivrer des prestations, et nous assurer que l'aide sociale n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'accéder à l'emploi.

Le véritable danger du tout-gratuit, c'est qu'il ne s'inscrit pas que dans une logique uniquement comptable. Il conduit inévitablement au dénigrement de valeurs qui sont au cœur de la société française comme le mérite, l'effort, ou la reconnaissance du travail. Loin d'améliorer l'équilibre de notre société, il en accroît les injustices et sape ses fondements. Le combattre, c'est reconstruire notre modèle de société en s'appuyant sur un principe : la responsabilité.